

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 21 AVRIL 2015

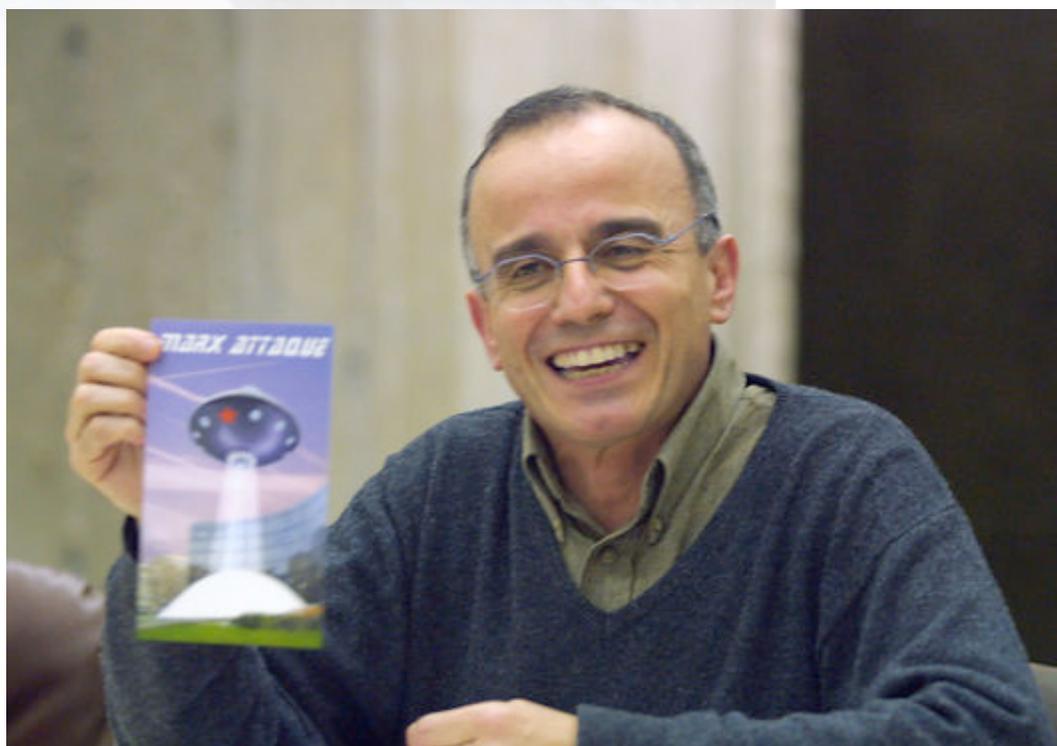
SOMMAIRE

- 1) L'insulte
- 2) Il n'aura pas d'excuses
- 3) Deux ambitions électorales
- 4) Les cathos et la...
- 5) Les contradictions de Mosco
- 6) Cambadélis fuit le débat



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Roger Martelli : « L'amalgame PCF-FN est une infamie »



« *Madame Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970* », a estimé François Hollande, dimanche, dans l'émission *Le Supplément* sur Canal+. Une comparaison entre FN et PCF qui relève de l'« infamie » pour l'historien Roger Martelli, ancien dirigeant du parti, dont il a quitté les instances en 2008.

La comparaison effectuée par François Hollande entre le PCF des années 1970 et le Front national d'aujourd'hui vous semble-t-elle justifiée ?

Roger Martelli : C'est extrêmement choquant pour le Parti communiste. Le PCF des années 1970 était engagé dans le programme commun avec le PS, il était un artisan de sa promotion. A la fin de cette décennie, en particulier à l'approche des élections européennes de 1979, il a mis en garde contre tout risque de dérive libérale, aussi bien au niveau national qu'europpéen. Cela n'est pas conforme à la réalité que de le comparer au Front national d'aujourd'hui. Le FN est certes dans une stratégie de respectabilité et de dédramatisation, mais il reste ancré dans une simple logique de captation du ressentiment des catégories populaires, qui se sentent oubliées. François Hollande porte d'ailleurs une responsabilité dans ce sentiment d'abandon. Le PC de la fin des années 1970 et du début des années 1980 avait pris ses distances avec le PS. Essayer de dénaturer le PCF, c'est une manière de disqualifier le Parti socialiste.

François Hollande appuie son raisonnement sur le fait que le FN s'implante dans des régions où le PCF enregistrait de gros scores, comme le Nord-Pas-de-Calais.

La comparaison FN - PC est classique mais infondée. Le FN chasse sur des terres populaires et ouvrières, il essaye de s'implanter sur des territoires marqués par la désindustrialisation, qui étaient en effet des territoires avec un fort électorat communiste. Mais ce n'est pas pour autant qu'il y a un transfert des voix de l'un à l'autre. Ce n'est pas parce que l'on se trouve sur les mêmes territoires que l'on retrouve les mêmes électeurs des années après. Il faut se poser les vraies questions. Pourquoi y a-t-il de l'abstention ? Pourquoi y a-t-il un vote FN si important ? Les responsables sont à trouver du côté des partis de gouvernement, à commencer par le PS. Ils ne peuvent pas botter en touche.

Le Front national se réclame régulièrement du

Parti communiste de cette époque, en évoquant le discours tenu par Georges Marchais sur l'immigration, qui liait cette dernière à la progression du chômage. Est-ce justifié ?

L'amalgame, même feutré, avec le FN, est une infamie. Le PCF a porté un discours de promotion des catégories populaires qui, avec le temps, a peut-être sous-estimé l'importance prise par les personnes issues de l'immigration dans cette frange de la population. Mais laisser entendre que le PCF était contre l'immigration est faux. Il y a eu d'insignes maladresses dans la manière de dire les choses, de les montrer, par exemple à Montigny-les-Cormeilles ou à Vitry [en 1981, Robert Hue, maire de Montigny, avait désigné à la vindicte une famille de Marocains pour son implication supposée dans un trafic de drogue]. C'était pour montrer la ghettoïsation des catégories populaires. Les communistes voulaient mettre le sujet sur le devant de la scène, mais cela a été fait de manière maladroite.

Olivier Faye

LAPRESSEENREVUE.EU

II) FN comparé au PC : Pierre Laurent exige des excuses publiques de Hollande



Pierre Laurent s'est insurgé lundi matin contre les propos tenus dimanche par François Hollande qui comparait la dialectique de Marine Le Pen au contenu des tracts communistes des années 1970. (CAPTURE FRANCE)

A quoi ressemble un tract communiste des années 1970 ? À la communication actuelle du Front

national, selon François Hollande, qui a fait cette comparaison dimanche sur le plateau du «Supplément» de Canal +.

La phrase a, sans surprise, fortement déplu à la direction du PC, qui réclame des «excuses publiques», une idée écartée par Stéphane Le Foll lundi.

«Je suis scandalisé», a réagi Pierre Laurent, lundi, sur France 2. «J'ai demandé au président de la République des excuses publiques pour cette phrase», a déclaré le secrétaire national du PCF, qui la juge «lamentable». Pierre Laurent y voit «la seule chose» que François Hollande «a trouvé à répondre au désarroi d'électeurs» qui l'interpellaient au cours de l'émission.

«Je rappelle que, dans les années 1970, la gauche avait un programme», un «programme commun qui a permis la victoire en 1981», a ajouté le numéro un du PC. «Des choses auxquelles le président de la République a totalement renoncé», a-t-il insisté, accusant François Hollande d'avoir «tourné le dos» aux électeurs séduits par le Front national.

Trois anciens ministres communistes de François Mitterrand se sentent, pour leur part, «insultés» par «une comparaison aussi odieuse qu'absurde». «Nous tenons à dire notre incompréhension et notre indignation», écrivent, dans une déclaration commune transmise lundi Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite. «Que François Hollande mésestime ainsi l'Histoire, au moment où Marine Le Pen déploie ses efforts pour capter les suffrages des couches populaires, ne peut manquer de poser question», ajoutent les trois anciens ministres.

«Pas d'amalgame», assure Le Foll

Dimanche, François Hollande avait clairement établi un parallèle entre les deux formations politiques : «Quand Madame Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970 - parce que c'est ça en réalité, en pensant qu'on peut fermer les frontières, qu'on peut nationaliser les industries, qu'on peut sortir un certain nombre de capitaux de notre pays sans qu'il y ait de risques. Quand elle parle comme le Parti communiste, ça parle, dans cette région-là [le Nord - Pas-de-Calais, ndlr] parce que ça a été, encore aujourd'hui, une région influencée par le Parti communiste.»

Interrogé sur ce sujet sur RMC et BFMTV, le

porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a assuré qu'il n'y avait «pas d'amalgame». François Hollande «a bien fait la différence entre ce qu'était le tract sur les nationalisations, la fermeture des frontières et contre l'Europe, et ce qui est la nature du Front national qui va sur d'autres terrains et en particulier celui de l'immigration, ce qui n'est pas du tout et n'a jamais été la position du Parti communiste», a-t-il dit. «Mais il y a une analogie sur des terres et des zones anciennement communistes et qui votent aujourd'hui Front national», a observé Stéphane Le Foll.

Dimanche, Pierre Laurent avait réagi dans la foulée en dénonçant des «propos scandaleux» et en réclamant déjà des excuses publiques pour cette «déclaration honteuse». Sur Twitter, le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, avait jugé la sortie de Hollande «navrante» et «pas à la hauteur» : «Quand Hollande compare le FN au "PCF des années 70", sa faute est double. À l'égard des militantes et militants communistes. Mais c'est aussi une lâcheté intellectuelle face au FN d'aujourd'hui». Jean-Luc Mélenchon avait pour sa part pilonné une phrase d'une «totale bassesse et indigence» indigne «d'un président élu aussi par les communistes».



Olivier Dartigolles @Dartigolles
Quand Hollande compare le FN au "PCF des années 70", sa faute est double. À l'égard des militantes et militants communistes. Mais c'est aussi
16:50 - 19 Avr 2015

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Hollande et Valls : deux ambitions électorales

Eric Conan

Ceux qui pensent qu'une guerre larvée se déroulerait entre Hollande et Valls se trompent lourdement. Car les deux hommes ont certes une même ambition — la présidentielle — mais deux agendas différents. Ce sera 2017 pour l'un. Et 2022 pour l'autre. Les stratégies, aussi, divergent : Hollande travaille à une candidature unique de la gauche et fait le pari de se retrouver au second tour face à Marine Le Pen. Valls, lui, prépare les esprits pour créer "l'arc central des réformistes qui va du centre gauche au centre droit" cher à Bayrou.



LCHAM/WITT/SIPA

Le microcosme est à l'affût des confidences dissonantes, petites phrases vaches et rumeurs vénéneuses censées illustrer des rapports conflictuels entre François Hollande et Manuel Valls. Petit jeu aussi myope que vain : le président et son Premier ministre ne sont pas en guerre, pas même en concurrence ; ils évoluent dans des espaces politiques déjà divergents, avec des ambitions et échéances différentes. François Hollande va tenter en 2017 de profiter une dernière fois du cynique héritage mitterrandien qui a installé le Front national comme handicap mortel pour la droite. Manuel Valls, qui vise 2022, sait ce machiavélisme à bout de souffle ; il lui faut préparer une autre configuration politique.

Malgré des échecs électoraux aussi préoccupants que sa popularité, les choses ne se présentent pas si mal pour François Hollande. L'ambition politique commune de la droite et de la gauche étant désormais de ne pas être éliminée au premier tour de la présidentielle pour gagner au second grâce à Marine Le Pen, il lui suffit d'être candidat unique de la gauche pour espérer

devancer une droite et un centre bien partis pour être azimutés par Nicolas Sarkozy. L'Elysée doit prier très fort pour que des juges obstinés n'interrompent pas son retour flamboyant : lui seul, gagnant la primaire puis gonflant une candidature Bayrou et boostant celle de Dupont-Aignan, garantirait à la gauche unie d'accéder au second tour.

Or qui ne voit que sa candidature unique constitue aujourd'hui la préoccupation première de François Hollande ? Les choses vont vite parce qu'il sait y faire. Les terribles frondeurs ? Après avoir dégusté des petits-fours à l'Elysée, ils digèrent, sous la garde de l'inoffensif Christian Paul. La comédie de la préparation du congrès du PS avec le ralliement négocié - et affiché - de Martine Aubry est la première étape. Suivra celle du retour des verts au gouvernement après la grande conférence climatique et l'enterrement de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Pas de rabibochage possible avec Mélenchon, mais il suffira de l'isoler et le pousser à renoncer de lui-même à une candidature riquiqui sans perspective sinon celle de faire perdre la gauche : les manœuvres ont déjà commencé auprès de ses camarades communistes...

Qualifiant la motion Cambadélis-Aubry-Valls-Collomb de « vaste gloubi-boulga », l'innocent François Kalfon a avoué « ne rien y comprendre sur la ligne ». Mais il n'y a plus qu'une « ligne » à comprendre : gagner en 2017 ! Celle d'avant est suspendue. La loi Macron 2 et le contrat de travail unique passent à la trappe. La « grande réforme sociale » réclamée par Aubry est annoncée : on mettra sous ce nom le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ou le « compte personnel d'activité ». Martine Aubry, clamant vouloir que « François Hollande gagne en 2017 », réserve sa mauvaise humeur pour Valls, tout comme Cécile Duflot s'acharne sur lui en minaudant avec le président : toutes deux savent qu'au moment opportun sera nommé un Premier ministre de campagne qui leur soit compatible. De son côté, Manuel Valls sait qu'il n'a pas intérêt à s'associer à ce dernier épisode d'une gauche plurielle en phase terminale.

Car, que Hollande gagne ou pas en 2017, lui se prépare pour 2022 en sachant qu'il lui faudra sortir de ce tripartisme désormais aussi menaçant pour la gauche que pour la droite. « Dans un système à trois puissances, il faut être l'une des deux », disait Bismarck, qui ajouterait aujourd'hui : « ... l'une des deux qui sera au second tour ! » Il n'y a que deux stratégies pour revenir au

bipartisme avec un FN devenu central. Réduire ce dernier par la droite, ce que va tenter Sarkozy. Ou créer « l'arc central des réformistes qui va du centre gauche au centre droit » cher à François Bayrou. Solution politiquement la plus logique : Juppé et Bayrou sont plus proches de Valls et Macron que de Sarkozy ou Marine Le Pen. Valls se sait le mieux placé pour organiser ce clivage qu'il a déjà esquissé lors des départementales en appelant tous les « républicains » à faire barrage au FN.

Néolibéralisme et antifascisme peuvent servir de programme commun à une gauche qui a lâché le peuple et une droite qui a lâché la nation. Manuel Valls, ex-rocardien « probusiness » qui veut en finir avec le mot « socialiste » et avec la « gauche passéiste » peut réaliser « la grande coalition à l'allemande » dont rêvent les élites françaises. Il vient de définir dans l'Obs un horizon politique - « combattre tout ce qui aliène et enferme l'individu afin de permettre son autoréalisation » - fédérateur pour ces politiciens modernes persuadés que leur rôle ne consiste plus qu'à accompagner le marché qui s'étend et l'individu qui s'émancipe. Mais le faire sans réformer cette Europe qui organise l'impuissance face à une concurrence non régulée et condamne des pans entiers de la société et du territoire, c'est continuer à nourrir le vote FN. Viendra un moment où il ne sera plus possible de gagner encore un peu de temps en s'ingéniant à battre électoralement Marine Le Pen. A défaut de l'avoir combattue politiquement.



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Les catholiques et la République

Jacques Julliard

De la guerre au XIXe siècle jusqu'au désamour actuel, en passant par la réconciliation du XXe, c'est ainsi que l'on pourrait résumer les relations entre les catholiques et la République au cours des trois derniers siècles. Mais la gauche aurait tort, selon Jacques Julliard, d'ignorer qu'il existe dans notre pays un "catholicisme zombie", comme l'ont baptisé Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, c'est-à-dire une tradition culturelle vivace, qui survit à la disparition des pratiques traditionnelles.



La separation de l'Eglise et de l'Etat", septembre 1903 - COLLECTION YLI/SIPA

Ce fut la vilenie de trop. Quand la RATP, sous prétexte de laïcité, renvoya dos à dos les chrétiens d'Orient et leurs assassins de l'Etat islamique, comme pendant la guerre les braves gens renvoyaient dos à dos les juifs et Hitler, un mouvement de sidération, que l'on n'attendait plus, secoua le pays tout entier. Les catholiques avaient beau être devenus les repoussoirs des beaux esprits et les souffre-douleur de la presse de gauche, non, décidément, le principe de précaution - ou plutôt de soumission - à l'égard du terrorisme islamiste allait trop loin : on n'allait tout de même pas faire payer aux Assyriens et aux coptes que l'on viole, que l'on égorge, que l'on crucifie, l'atteinte au mariage pour tous qui avait tout récemment élevé entre cathos et bobos un mur de détestation réciproque.

C'est un fait que, depuis une décennie, peut-être deux, les relations entre les catholiques et la République se sont singulièrement détériorées. On parle ici en termes de mentalités, c'est-à-dire d'évolution lente et quasi inconsciente, et non en termes de relations entre les institutions, qui sont devenues bonnes depuis que l'Eglise a accepté franchement le principe de laïcité, au point, aux

dire de certain, d'en avoir fait une arme contre ses ennemis.

1. La guerre entre l'Eglise et l'Etat au XIXe siècle

L'Eglise était - est-il besoin de le rappeler ? - avec la noblesse un des deux ordres privilégiés de l'Ancien Régime. Le catholicisme était religion d'Etat ; un impôt spécial - la dîme - lui était affecté pour subvenir à ses besoins. D'une certaine manière, le conflit avec la Révolution était inévitable ; on notera pourtant que lors des états généraux de 1789, c'est le ralliement du bas clergé au tiers état qui fit éclater l'ordre juridique et social de l'Ancien Régime et donna le signal d'une révolution unitaire et potentiellement démocratique. Mais, loin d'aller dans le sens d'une séparation, les révolutionnaires, pour beaucoup catholiques et gallicans, voulurent imposer la subordination de l'Eglise au nouveau régime. La Constitution civile du clergé (1790) fut le point de départ d'une guerre ouverte qui, apaisée par le Concordat napoléonien et le retour à l'ordre ancien sous la monarchie censitaire, reprit de plus belle dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Le conflit, avivé par des papes réactionnaires et bornés qui, tels Pie IX (1846-1878), proclamèrent l'incompatibilité entre le catholicisme et les principes révolutionnaires, connut son apogée à la fin du siècle avec l'affrontement entre l'Eglise, dont les cadres supérieurs restaient attachés au royalisme, et les républicains dont certains ne cachaient pas leur volonté d'éradiquer le catholicisme de France. La lutte fut violente : l'Eglise, notamment à travers sa presse, se mettant directement en travers de l'évolution ; la République répliquant par une série de mesures vexatoires qui infligées aujourd'hui aux musulmans pousseraient Edwy Plenel à se jeter du haut d'une falaise ou à demander l'asile politique à la Corée du Nord.

2. La réconciliation du XXe siècle

Paradoxalement, c'est la loi de séparation de 1905 qui, appliquée avec intelligence par les républicains modérés, dont Aristide Briand, donna le signal de l'apaisement. C'est en 1914 que le monde a changé. Les trois guerres qu'a connues la France au cours du siècle provoquèrent un véritable rapprochement. La première, celle de 1914-1918, où la souffrance partagée des tranchées fit paraître bien dérisoire la lutte précédente entre cléricaux et anticléricaux. La deuxième, celle de 1939-1945, où les catholiques

jouèrent un rôle important dans la Résistance : Georges Bidault, démocrate-chrétien, succéda à Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance, tandis qu'Aragon chantait la rose et le réséda, celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas. Quant à la troisième guerre, la guerre d'Algérie, elle vit des catholiques, ceux d'Esprit, de Témoignage chrétien aux avant-postes de la lutte contre la torture, quand les socialistes Guy Mollet, Robert Lacoste, Max Lejeune se vautraient dans les horreurs de la guerre coloniale. Ce sont eux, et eux les premiers, avec François Mauriac et Robert Barrat, me confiait récemment Ahmed Taleb Ibrahimi, fondateur de l'Union générale des étudiants musulmans algériens et ancien ministre de Boumediene, qui ont sauvé l'honneur de la France. Dès lors, les chrétiens, catholiques mais aussi protestants, jouèrent un rôle essentiel pour la reconstruction de la France et le renouvellement de la gauche. D'abord dans la planification à la française, voulue par le général de Gaulle et les forces économiques progressistes du pays, syndicalistes et patrons inclus. Certains soirs de réunion, au siège d'Esprit, rue Jacob, on se serait cru rue de Martignac, c'est-à-dire au Commissariat au Plan. On y rencontrait les mêmes hommes ; c'étaient les mêmes laboratoires.

Même chose en matière sociale. Les chrétiens de La Vie nouvelle-Citoyens 60, avec à leur tête Jacques Delors, qui avaient leurs homologues dans le patronat, avec José Bidegain, ont été le creuset de la transformation des relations sociales en France aux temps heureux des Trente Glorieuses. Et, surtout, la Confédération française des travailleurs chrétiens, devenue en 1964 la CFDT, a servi de moteur à toute cette effervescence intellectuelle. Ce fut elle qui en 1968 représenta la face sociale et ouvrière du mouvement. Le mot d'ordre d'autogestion, s'il ne se réalisa pas comme tel, a profondément transformé l'idée que l'on se fait aujourd'hui de la place du travailleur dans l'entreprise.

Enfin, l'idée européenne est le fruit des actions conjointes de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie. Ce n'est pas par hasard si l'homme qui l'a portée le plus haut, Jacques Delors, déjà cité, était la synthèse vivante la plus accomplie de ce double mouvement.

En un mot, il a existé à la fin de la IVe République et dans la période gaullienne de la Ve un ensemble de courants d'idées, de milieux sociaux, de personnalités, à l'intérieur desquels les

catholiques de gauche ont tenu un rôle essentiel. Ils n'étaient pas seulement réconciliés avec la République, mais ils lui donnaient le ton. Aujourd'hui, où une partie de la gauche politique et intellectuelle, de peur d'être qualifiée de réformiste, renonce à faire des réformes, ces cathos ont incarné et assumé un transformisme social dont nous avons aujourd'hui la nostalgie, à cause de la prospérité et de la puissance qu'il a alors données à la France.

3. Le désamour

Il n'est pas exagéré de dire que ce sont les milieux d'origine chrétienne qui, à la veille et aux lendemains de la refondation du Parti socialiste, ont infusé quelques idées nouvelles à un parti dont le logiciel était usé jusqu'à la corde. C'est Rocard qui a été leur introducteur et François Mitterrand qui s'en est saisi quand il est arrivé au pouvoir. Dans plusieurs régions, dont la Bretagne, le vieux fond catholique social a été à la base du renouveau socialiste. Pour l'essentiel, les Assises du socialisme (1974), qui ont été une étape de ce renouveau, ont consisté à faire entrer dans le PS avec Rocard une fraction du PSU et des chrétiens de gauche jusqu'alors étrangers à la tradition de feu la SFIO. Chacun y trouvait son compte, mais les espoirs de rénovation en profondeur ont fait long feu.

Qu'en est-il aujourd'hui ? On dirait que tout cet effort a été réduit à néant et qu'une France exténuée est retournée à l'état intellectuel qui était le sien à la fin du XIXe siècle. Que sont devenus les chrétiens de gauche ? Il est loin le temps où le Centre catholique des intellectuels français (CCIF), animé notamment par René Rémond, poursuivait à la Mutualité avec les marxistes, ceux de la nouvelle critique et du Parti communiste, un dialogue annuel, qui tenait lieu de référence. Quelles que fussent par ailleurs leurs différences, les uns et les autres croyaient à la société, c'est-à-dire à un ensemble cohérent traversé par des tensions extrêmes, mais capable d'exister comme tel et de se réformer.

Aujourd'hui, les chrétiens de gauche n'existent plus guère qu'à l'état de traces dans le Parti socialiste, ou dans les mouvements sociaux qui se situent sur sa gauche. Pourquoi ? Parce que les espoirs qu'ils nourrissaient d'une entrée en politique qui aurait permis une rénovation en profondeur de celui-ci sont retombés. « Ce que personne n'a vu venir, écrit Jean-Louis Schlegel en conclusion du livre *A la gauche du Christ* (1),

c'est à la fois de l'euphorie économique, la désillusion à l'égard du communisme, la fin du cadre intellectuel et éthique de l'ère moderne. »

Et, à la place, sur les prémices de l'ère postmoderne : « consumérisme, individualisme, liberté sexuelle, technologies de la communication, mondialisation libérale... », les chrétiens-sociaux de l'ère précédente n'ont plus grand-chose à dire. Et les partis de gauche, encore moins. L'espèce de prothèse artificielle qu'ont constituée pour le Parti socialiste les courants modernistes issus notamment des milieux chrétiens a cessé de fonctionner. Le voilà revenu aux temps honnis de l'ancienne SFIO. D'où la tentation de renouer avec le vieil anticléricalisme face à une Eglise dans laquelle les courants conservateurs, mais aussi néoévangéliques, ont pris le dessus sur le vieux christianisme social. Et même, chaque fois qu'il se hasarde à critiquer l'intégrisme islamiste, de se servir du catholicisme comme pour s'innocenter de l'accusation d'islamophobie : certes, les crimes djihadistes sont abominables, mais l'Inquisition et les croisades le sont aussi... C'est ce qui s'appelle botter en touche. Ajoutez à cela la personnalité du président : François Mitterrand avait l'agnosticisme catholique. Celui de Hollande relève du prosaïsme. A la démission de Benoît XVI, qui était un geste plutôt fort, Hollande commenta : « Nous ne présentons pas de candidat », ce qui était une réponse plutôt faible.

Cette situation est malsaine. Il est possible que la foi chrétienne soit en régression dans ce pays (qu'en savons-nous d'ailleurs ?). Mais il existe toujours, et de façon toujours aussi nette, ce qu'Hervé Le Bras et Emmanuel Todd appellent dans leur *Mystère français* (2) un « catholicisme zombie », c'est-à-dire une tradition culturelle vivace, qui survit à la disparition des pratiques traditionnelles. Le PS, qui à défaut de dirigeants possède un électorat catholique zombie important, celui par exemple qui lui a permis récemment de résister en Bretagne, aurait tort de ne pas en tenir compte. Non pour des raisons purement électorales, mais parce que, dans ce pays intellectuellement fatigué, il arrive que les anciennes croyances fassent printaner les idées nouvelles.

(1) *Coécrit avec Denis Pelletier, Seuil, 2012, p. 583.* (2) *Seuil, 2013.*

V) Militant PS et Commissaire européen: les contradictions de Pierre Moscovici



EMMANUEL DUNAND/AFP



Par Denis Jeambar

Le militant PS Pierre Moscovici agit-il en contradiction avec le commissaire européen Moscovici Pierre? Eclairage.

Depuis le Prince de Machiavel, la ruse est considérée, avec la force, comme l'un des deux grands moyens propres au politique. Mais quand on lui donne la primauté, elle finit par créer un climat de méfiance et d'incertitude. Cette analyse, chère au grand philosophe Julien Freund, trouve aujourd'hui sa caricaturale illustration avec les contorsions, désinvoltés ou cyniques, au choix, de Pierre Moscovici.

La nomination de l'ancien Ministre de l'Economie et des Finances des gouvernements Ayrault 1 et 2 (16 mai 2012 - 31 mars 2014) au poste de Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, à la Fiscalité et à l'Union douanière avait déjà soulevé quelques ricanements. N'allait-il pas devoir défendre à Bruxelles la politique européenne qu'il critiquait à Paris ? Installé dans son royaume de Bercy, il avait, en effet, ferrailé contre les contraintes européennes et tenté d'obtenir des inflexions de la politique bruxelloise. Il incarnait surtout l'incapacité de la France à respecter ses engagements européens et

et figurait sur le banc des mauvais élèves de l'Union. Mais foin de ce bonnet d'âne, débarqué de ses fonctions ministérielles, il voulait rebondir et s'en aller occuper un siège prestigieux à la commission de Bruxelles.

Converti au dogme libéral et ...

Avec la bénédiction et le soutien actif de François Hollande, Pierre Moscovici obtint donc son rond de serviette à la table des commissaires.

Non sans mal toutefois car sa brutale conversion aux exigences économiques bruxelloises n'ont échappé à personne. Son oral devant le Parlement européen fut jugé si peu convaincant qu'on lui imposa un humiliant rattrapage sous forme de questions écrites. Au passage, à l'automne 2014, il s'attira cette cinglante remarque d'une députée néerlandaise : « Comment être certain que vous serez le braconnier devenu garde-chasse ? »

Il est vrai que la France adoptait au même moment un budget 2015, lancé par Pierre Moscovici quelques mois plus tôt, avec un déficit prévisionnel de 4,3% alors que la France s'était engagée pour la énième fois à le ramener à 3% ! Mais, de toute évidence, Bruxelles valait bien d'avaloir quelques grosses couleuvres.

Pierre Moscovici les digéra sans difficulté et devint très vite un commissaire zélé, défendant les exigences qu'il combattait auparavant.

Chaque fois qu'il le peut, il s'efforce d'ailleurs de donner publiquement une preuve de sa loyauté bruxelloise. Vendredi dernier, il réclamait encore avec fermeté à la France des « réformes structurelles », annonçant « un dialogue serré » avec Paris sur les 4 milliards d'économie supplémentaires annoncées par la France en 2015 mais refusant, tout de même, « une approche punitive. » On pourrait enfile comme des perles les multiples déclarations du commissaire à l'endroit de la France, toutes lancées comme autant de gages de la fermeté de ses convictions nouvelles.

... signataire d'une motion contre le social-libéralisme européen

Il faut s'interdire de sourire. Après tout, la fonction fait l'homme et, surtout, on ne peut reprocher à Pierre Moscovici d'évoluer sur tel ou tel dossier. Il n'est rien de pire que les certitudes insensibles aux réalités. L'éthique de conviction est respectable mais elle peut plier devant l'éthique de responsabilité.

Sauf que ... Pierre Moscovici vient d'apposer sa signature au bas de la motion A, intitulée « Le renouveau socialiste », déposée par Jean-Christophe Cambadélis pour le prochain congrès du Parti socialiste qui se tiendra à Poitiers en juin prochain. Or ce texte contient un chapitre consacré à l'Europe sous le titre « Réunir les européens pour réorienter l'Europe ». Pierre Moscovici, le néo-bretteur de Bruxelles, adhère donc à cette idée contraire à ses combats du moment. Mieux, on y lit : « Les disciplines budgétaires doivent être assouplies. » Le commissaire défend donc à Paris des positions radicalement hostiles à la politique qu'il conduit à Bruxelles et prône urbi et orbi. Sidérant.

Au mieux, Pierre Moscovici n'a pas lu la motion de ses amis et ce n'est pas sérieux. Au pire, il agit en parfaite connaissance de cause, pas avec ruse mais avec un cynisme coupable. Qui croire et que croire quand un responsable de son rang joue ainsi les contorsionnistes ? C'est ainsi que naît la défiance vis à vis de nos dirigeants politiques. Navrant.

Challenge's

LAPRESSEENREVUE.EU

Renseignement : Filippetti dénonce « un règlement de comptes politique contre Taubira »

Les frondeurs ne sont pas toujours là où on croit. Cette semaine, la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a été mise en minorité sur un point du projet de loi sur le renseignement, examiné à l'Assemblée nationale. 18 députés PS ont voté avec la droite contre l'avis de la garde des Sceaux, mais aussi contre celui du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, sur un amendement portant sur le renseignement pénitentiaire.

Une décision condamnée par la députée PS Aurélie Filippetti, invitée de Parlement hebdo ce vendredi sur Public Sénat et LCP-AN. « *C'est un règlement de comptes politique contre la garde des Sceaux de la part d'une partie de la majorité* » dénonce l'ancienne ministre de la Culture. « *Il y avait le rapporteur du texte* », Jean-Jacques Urbvoas, président de la commission des lois, « *et celui qui était le responsable du groupe PS sur ce texte* », Pascal Popelin, pointe-t-elle.

« Une alliance contre-nature entre la droite la plus dure et une partie du PS »

« *Je trouve inacceptable que sur un amendement qui concernait directement les agents du ministère de la Justice, sous responsabilité de la garde des Sceaux, il y ait eu une alliance contre-nature entre toute la droite, notamment la plus dure, et une partie du PS* » regrette Aurélie Filippetti. Elle ajoute : « *on nous reproche à nous, les prétendus frondeurs, d'être contre le gouvernement* », mais « *certains sont allés jusqu'à s'opposer au gouvernement qu'ils prétendent par ailleurs défendre* ».

Les députés avaient décidé en commission des Lois que le bureau du renseignement pénitentiaire (qui dépend du ministère de la Justice) puisse recourir aux techniques prévues par le projet de loi (écoutes de téléphones portables interdits, sonorisation des cellules, captation d'images, etc.) notamment contre le terrorisme, la criminalité et la délinquance organisées. Opposé à cette mesure qui serait « *une modification substantielle du métier de surveillant* », Christiane Taubira a tenté mardi soir dans l'hémicycle de revenir sur cette disposition mais elle a été à nouveau battue, 18 députés PS votant avec la droite. Pour Jean-Jacques Urvoas, il ne faut cependant voir là qu'un « désaccord opérationnel » avec la garde des Sceaux.

publicsenat.fr

VI) Cambadélis (PS) refuse un débat public demandé par Christian Paul



Jean-Christophe Cambadélis lors d'une conférence de presse à Paris le 11 avril 2015, © 2012 AFP

lcp.fr

Jean-Christophe Cambadélis a refusé lundi la demande de Christian Paul, premier signataire de la motion de l'aile gauche et des "frondeurs" du PS, d'un débat public dans le cadre de la campagne pour le congrès de Poitiers en juin.

M. Paul a affirmé jeudi qu'il était prêt à débattre "où que ce soit" avec le premier secrétaire du PS, qui est candidat à sa succession. "J'ai (...) lancé l'idée d'un débat public entre les quatre premiers signataires des motions de notre Congrès de Poitiers", a renchéri M. Paul dans une tribune sur le Huffington Post, estimant que les enjeux du congrès "dépassent le cadre militant". Il ne précise pas s'il s'agit d'un débat télévisé.

Dans un communiqué au nom de sa motion "le renouveau socialiste" lundi, M. Cambadélis lui répond : "Un débat ! Depuis quelques jours Christian Paul n'a que ce mot à la bouche. La motion de Christian Paul, veut un débat... à la télé ! (...) Pourquoi faudrait-il se donner en spectacle alors que le débat doit d'abord concerner les militants ?".

Selon ce dernier, "la +coordination+ des frondeurs, pardon des +éclairés+", prend un cours inquiétant".

"Non contents de vouloir renverser la majorité, non contents de déclarer vouloir tout changer sans propositions vraiment alternatives, non contents de bombarder le quartier général, traité de bunker, ou d'estimer que Bercy s'est installé à Solférino, non contents de +durcir le débat+ pour rattraper une motion floue qui veut tout mais ne propose rien, nos amis s'en prennent maintenant au Président de la République, réputé, pour eux, incapable d'être au deuxième tour de l'élection présidentielle. Cherchant ainsi à substituer à la clarification sur la ligne, au nécessaire dépassement du Parti Socialiste, le débat sur les primaires de tous les dangers", dénonce-t-il.

"Mais où va t-on ? Mais que veut-on ? Mais que propose t-on ?", interroge le premier secrétaire, lançant : "l'enjeu est-il la notoriété médiatique ou le vrai débat politique ?"

"Nous voulons un congrès de militants, mais pas un congrès d'affrontement sur un agenda médiatique (...) Nous voulons un débat patient, amical, serein, sérieux, respectueux parce que nous voulons clarifier et rassembler. Alors débattons avec les militants sur leur agenda, sans autre forme de procès".

A Suivre...
La Presse en Revue